

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Réutilisation ou réhabilitation d'ouvrages de bâtiment

Fiche programme_

2025_ANDORRE_MOE_SÉCURITÉ

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Rectorat de région académique - Service Régional Académique de la Politique Immobilière (SRAPI). 31 rue de l'Université – 34000 Montpellier – Siret 173 404 302 000 15

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame Carole DRUCKER-GODARD, rectrice de la région académique Occitanie, rectrice de l'académie de Montpellier, chancelière des universités, par arrêté en date du 25 mars 2025.
31 rue de l'Université – 34000 Montpellier – Siret 173 404 302 000 15

Objet du marché

Mission de maîtrise d'œuvre relative à la mise aux normes sécurité incendie de l'ensemble des bâtiments du Lycée Comte de Foix à Andorre La Vieille_Andorre.

Remise des offres

Date limite de réception : 13 mai 2025 à 12h00 (mois M0)

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Réutilisation ou réhabilitation d'ouvrages de bâtiment

Fiche programme_

sommaire

ARTICLE.1 PRÉAMBULE	3
1.1 CONTEXTE HISTORIQUE	3
1.2 LE LYCÉE COMTE DE FOIX	3
1.2.1 Contexte Géographique	3
1.2.2 Accès et dessertes	3
1.2.3 Morphologie de site et répartition des bâtiments	4
1.2.4 Principales fonctions hébergées dans les bâtiments	4
ARTICLE.2 CARACTÉRISTIQUES DE L'OPÉRATION	5
2.1 PRÉSENTATION DU PROJET	5
Bâtiment atelier technologie	5
Bâtiment section d'enseignement spécialisé (SEGPA)	5
Bâtiment collège	5
Bâtiment Lycée	5
Bâtiment enseignement technique hôtelier / lycée technologique	5
Salle polyvalente / salle à manger	6
Cuisine	6
Bâtiment socioculturel 1	6
Bâtiment socioculturel 2 / Internat	6
Bâtiment administration / logements de fonction	6
Bâtiment gymnase	6
Bâtiment piscine	6
Moyens de secours	6
2.2 NATURE DE LA MISSION	6
2.3 INTERVENANTS	7
2.4 RECOURS A UNE PROCÉDURE ADAPTÉE	7
ARTICLE.3 CONTRAINTES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES	7
ARTICLE.4 EXIGENCES FINANCIÈRES, COÛT PRÉVISIONNEL ET PLANNING TRAVAUX	8
4.1 COÛT PRÉVISIONNEL HORS TAXE DES TRAVAUX	8
4.2 PLANNING PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION	8
ARTICLE.5 DÉROULÉ DE LA CONSULTATION	9
5.1 CRITÈRES DE CHOIX DE L'OFFRE ÉCONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE	9
5.2 VISITE DES LIEUX	9
5.3 REMISE DES OFFRES	9

Fiche Programme_

ARTICLE.1 PRÉAMBULE

1.1 CONTEXTE HISTORIQUE

La présence éducative française en principauté d'Andorre date de près de 100 ans. Tout au long du XXème siècle, le système éducatif français a formé, d'abord en France (Prades puis Perpignan et Toulouse) puis sur place dès 1974 avec l'ouverture d'un collège et ensuite d'un lycée, les élites et les cadres de la société Andorrane. L'enseignement français en Andorre est régi par la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement du 11 juillet 2013 publiée au journal officiel du 30 septembre 2015. Ce système d'enseignement français et son organisation sont un cas unique d'enseignement français à l'étranger car il dépend directement du ministère de l'Education Nationale et du Rectorat de Montpellier. Ce dernier assiste la délégation de l'enseignement français sur la gestion de la ressource humaine et le soutien logistique pour le Lycée Comte de Foix.

1.2 LE LYCÉE COMTE DE FOIX

1.2.1 Contexte Géographique

Le Lycée comte de Foix est un établissement scolaire appartenant à l'état Français situé en zone urbaine de montagne à Andorre-La-Vieille. Construit à partir des années 1970, il a fait l'objet de plusieurs extensions avec un dernier bâtiment construit dans les années 2000. Il accueille aujourd'hui 1593 élèves répartis dans l'établissement qui comprend un collège, une SEGPA et un lycée professionnel, 190 enseignants et personnels assimilés ainsi que 43 agents administratifs et techniques.

Le lycée se situe au cœur d'Andorre-La-Vieille, légèrement au sud-ouest du centre névralgique de la ville. L'ensemble occupe un terrain longiligne compris entre la Carrer Prada Motxilla au nord-ouest et le cours d'eau de la Valire au sud-est. Il se situe en contre bas d'une zone urbaine relativement dense et à proximité d'équipements sportifs tels que le stade National de la principauté d'Andorre, le Poliesportiu d'Andorra, le Pavello Joan Alay et le stade Municipal.



1.2.2 Accès et dessertes

Le site est desservi depuis la Carrer Prada Motxilla : voie aisément accessible depuis la CG1 artère desservant l'ensemble de la vallée. Une allée piétonne bétonnée distincte du site longe le lycée et permet de rejoindre la CG1 via deux passerelles qui surplombent le cours d'eau. Le site bénéficie de 2 accès véhicules et de 8 accès piétons desservant les divers pôles d'activités (entrée des lycéens et des élèves du collège, entrée des enseignants, entrée du personnel administratif, entrée du restaurant d'application, accès au gymnase et à la piscine, accès à la zone déchets)



1.2.3 Morphologie de site et répartition des bâtiments

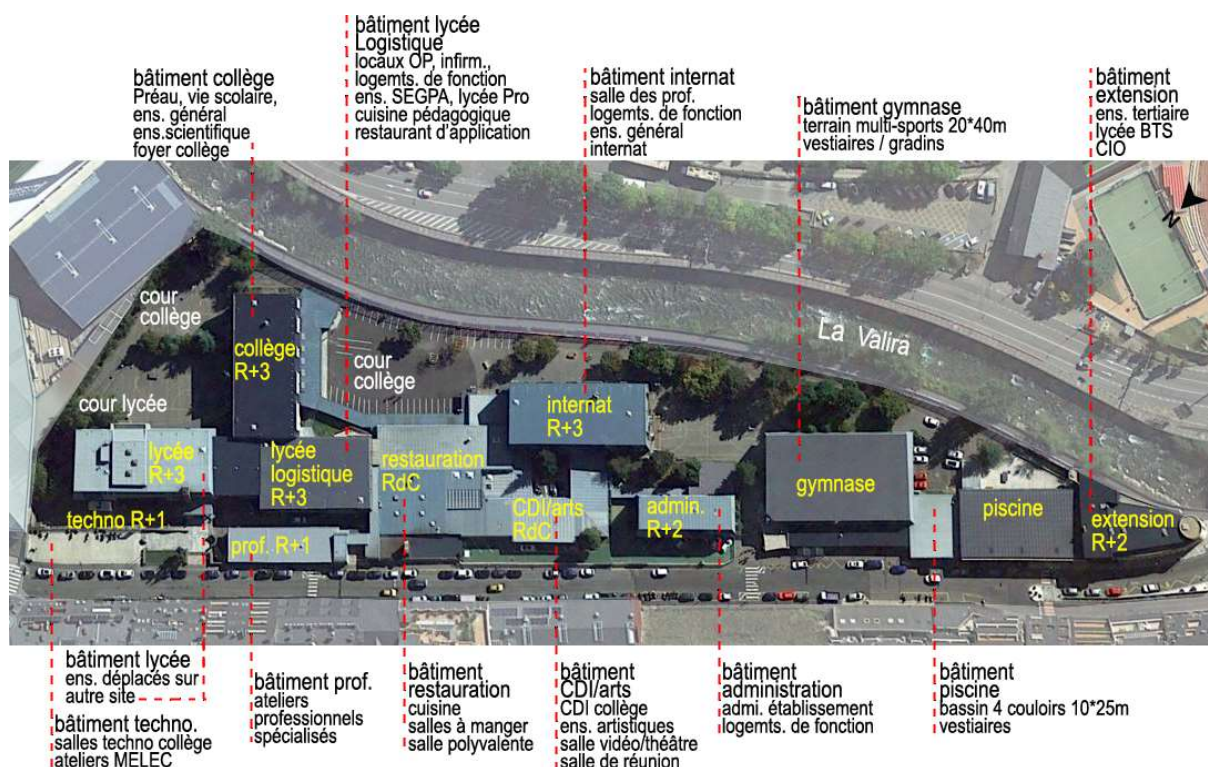
L'établissement couvre une superficie totale de l'ordre de 2 hectares : 340 ml de long par une largeur variant de 25 à 90 ml. L'ensemble construit est composé de 12 bâtiments disposés en peigne selon un axe nord-est/sud-ouest le long de la Carrer Prada Motxilla délimitant les cours orientées vers La Valira.



La topographie du site est très accentuée avec une pente descendante que suit la Carrer Prada Motxilla alors que les bâtiments comportent un niveau constant (de l'ordre de 992NGF) : les niveaux de la rue et de l'établissement se rejoignent à partir du bâtiment Administration. La partie Nord de l'établissement est ainsi en contre bas de la voie (jusqu'à 7 m. de dénivelé) ainsi, l'entrée du bâtiment Lycée est localisée au R+1.

1.2.4 Principales fonctions hébergées dans les bâtiments

L'établissement est classé en 1ère catégorie type R* avec activités secondaires X, N et W.



ARTICLE.2 CARACTÉRISTIQUES DE L'OPÉRATION

2.1 PRÉSENTATION DU PROJET

Le rectorat de l'académie de Montpellier souhaite lancer des travaux pour la mise aux normes de la sécurité incendie de l'ensemble des bâtiments que composent l'établissement.

Un audit confié au bureau d'études OTCE a été réalisé en 2023 et actualisé en 2024. Suite à la collecte et l'analyse des existants, l'audit a permis de déterminer et classer les actions à mener en vue de la mise aux normes sécurité incendie par bâtiment et par priorité.

Bâtiment atelier technologie

> Traitement coupe-feu 1h des locaux à risques moyens, enclouement CF 1h de l'armoire électrique et porte CF 1/2h, mise en place de BAES.

Bâtiment section d'enseignement spécialisé (SEGPA)

> Traitement coupe-feu 1h des locaux à risques moyens ;
> Remplacement des BAES existant vieillissant, rénovation électrique des locaux non réhabilités du R+1.

Bâtiment collège

> Maintenance des portes CF des cages d'escaliers, Complément de traitement CF du plafond du placard électrique du RDC.

Bâtiment Lycée

> Traitement coupe-feu 1h des locaux à risques moyens, mise en conformité de la gaine électrique existante du RDC au R+3 ;
> Réfection complète de l'électricité du bâtiment 3590m².

Bâtiment enseignement technique hôtelier / lycée technologique

> Traitement coupe-feu 1h des locaux à risques moyen ;
> Réfection complète de l'électricité du bâtiment 1800m².

Salle polyvalente / salle à manger

- > Traitement coupe-feu 1h des locaux à risques moyens, mise en place d'un éclairage de sécurité sur source centrale, création d'un désenfumage naturel de la salle polyvalente ;
- > Réfection complète de l'électricité 570 m² ;
- > Réfection complète de du chauffage et de la ventilation.

Cuisine

- > Traitement coupe-feu 1h des locaux à risques moyens, remplacement du TGBT ;
- > Réfection complète du traitement d'air, ventilation 420 m² ;
- > Réfection complète de l'électricité.

Bâtiment socioculturel 1

- > Traitement coupe-feu 1h des locaux à risques moyens ;
- > Réfection complète de l'électricité des locaux non rénovés.

Bâtiment socioculturel 2 / Internat

- > Traitement coupe-feu 1h des locaux à risques moyens RDC et R+2 ;
- > Réfection complète de l'électricité des étages RDC au R+2, y compris BAES (1900m²)

Bâtiment administration / logements de fonction

- > Traitement coupe-feu 1h des locaux à risques moyens du RDC, réfection complète de l'électricité du RDC avec séparation des liaisons avec les logements, y compris BAES, reprise de l'alimentation électrique du système SSI et de sonorisation depuis le TGS de l'établissement.

Bâtiment gymnase

- > Traitement coupe-feu 1h des locaux à risques, remplacement éclairage de sécurité et antipanique, création du désenfumage du gymnase ;
- > Réfection complète de l'électricité, y compris BAES. (920m²) ;
- > Réfection complète du chauffage du GYMNASSE et ventilation.

Bâtiment piscine

- > Création du désenfumage du bassin, séparation coupe-feu du local TGBT et du local stockage, remplacement des grilles de désenfumage défectueuses.

Moyens de secours

- > Les plans de zoning SSI sont à reprendre de manière plus claire pour les ZDa et ZDm
- > Reprise de l'alimentation électrique du système SSI et de sonorisation depuis le TGS de l'établissement

2.2 NATURE DE LA MISSION

Nature du projet : Travaux pour la mise aux normes de la sécurité incendie de l'ensemble des bâtiments que composent le Lycée Comte de Foix à Andorre La Vieille.

Adresse : Carrer Prada Motxilla, 25 AD500 Andorra la Vella_Andorre

Caractéristiques réglementaires : Les règles Françaises et Andorranes les plus contraignantes sont appliquées.

Missions :

- Mission de base [article R2431-5 du CCP] composée :
 - Des études d'avant-projet - AVP
 - Des études de projet – PRO
 - L'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par le maître d'œuvre et leur visa – EXE+VISA
 - De l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux - ACT
 - La direction de l'exécution des marchés publics de travaux - DET
 - L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement – AOR

Les spécificités de ces missions sont détaillées dans les articles R2431-19 à R2431-23 du CCP.

- Mission d'ordonnancement, de coordination et de pilotage du chantier – OPC selon les modalités fixées à l'article R2431-17 du CCP.
- Mission de coordination système de de sécurité incendie – SSI conforme à la norme NF S61-932 de juillet 2015 et ses amendements ultérieurs.

2.3 INTERVENANTS

- Maîtrise d'ouvrage : Madame la Rectrice de la région académique Occitanie, Rectrice de l'académie de Montpellier, Chancelière des Universités.
- Conduite d'opération : Service Régional Académique de la Politique Immobilière [SRAPI].
- Contrôle Technique : consultation à venir.
- Coordinateur de Sécurité et de Protection de la Santé : consultation à venir.

2.4 RECOURS A UNE PROCÉDURE ADAPTÉE

- Procédure : la présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.
- Type de marché : Marché de Maîtrise d'Œuvre.
- Compétences requises du titulaire :
 - Architecture (mandataire). En application de l'article 3 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, la participation est réservée aux candidats qui présentent, soit à titre individuel, soit à travers un co-traitant du groupement, un architecte ou une société d'architecture répondant aux conditions 10-1 de la loi du 3 janvier 1977 définies par l'article 2 ou à l'article précité ;
 - Architecte andorran : compte tenu de la spécificité du site et par convention avec le govern andorran l'association avec un architecte andorran est nécessaire ;
 - Structure ;
 - Thermique et fluides ;
 - Système de sécurité incendie ;
 - Economie de la construction ;
 - Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier.

Le mandataire sera obligatoirement l'architecte. En cette qualité, interdiction est faite à l'architecte mandataire de présenter plusieurs candidatures en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements. Les autres cotraitants pourront se présenter dans plusieurs équipes.

Un architecte cotraitant, non mandataire, peut figurer dans un autre groupement s'il justifie d'une compétence exigée au titre du présent article.

La composition de l'équipe reste de la responsabilité du titulaire qui jugera des compétences supplémentaires à associer éventuellement à son groupement pour mener à bien la mission qui lui sera confiée.

Une personne peut allier plusieurs compétences. En cas de compétences internalisées, le candidat devra justifier, par tous moyens, des qualifications techniques des personnels en charge de cette compétence (certificats de formation, diplômes et expérience professionnelle).

ARTICLE.3 CONTRAINTES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES

Une attention particulière devra être apportée étant donné que l'opération sera réalisée en site occupé, l'objectif étant, pour l'établissement, de pouvoir maintenir son fonctionnement sans diminution de sa capacité et en toute sécurité pour les usagers.

La réalisation de cette opération est subordonnée à l'obtention des autorisations d'urbanisme (déclaration préalable, l'autorisation administrative et du certificat de conformité). Le titulaire devra concevoir son projet et en suivre la réalisation afin de satisfaire à ces obligations.

L'organisation du chantier devra être étudiée avec soin, avec la prise en compte notamment de :

- l'aménagement des zones de chantier (stockages matériels et matériaux, installations de chantier...);
- le confinement et l'isolement des zones de chantier par rapport aux zones en activités, travaux en horaires décalés si nécessaire, accès spécifiques aux zones chantier, ...
- le sens des flux sur le site.

Lors de la consultation les entreprises locales pourront répondre et réaliser le chantier suivant les résultats, dès lors le maître d'œuvre sera en capacité d'assumer ses missions hebdomadaires.

Toutes les règles de construction sont applicables à cette opération. Les ouvrages constitutifs de la construction doivent satisfaire aux règles de l'art ainsi qu'aux diverses normes françaises, avis techniques, agréments et DTU (liste non exhaustive) :

- Avis techniques, normes, règles ou Cahier des Charges acceptés par les organismes d'assurances ;
- Règlement de sécurité-incendie ;
- Règlement sanitaire départemental ;
- Règles parasismiques ;
- Réglementation thermique en vigueur ;
- Code de la construction et de l'urbanisme.

Le calcul et la mise en œuvre doivent respecter :

- Le code de la santé publique ;
- Le code du travail ;
- Les normes et DTU relatifs à la solidité des ouvrages de charpentes métalliques ;
- Les Normes Françaises publiées par l'AFNOR ;
- ...

L'équipe de la maîtrise d'œuvre devra concevoir son projet et en suivre la réalisation afin de satisfaire aux obligations de conformités. Le maître d'ouvrage soumettra le projet au bureau de contrôle technique. L'équipe de la maîtrise d'œuvre devra lui communiquer à chaque stade d'avancement du projet, tous les documents nécessaires à l'exercice de sa mission et lui permettre de formuler ses avis au maître d'ouvrage. Les documents de la consultation seront communiqués au contrôleur technique en parallèle de sa remise au maître d'ouvrage, afin de permettre de prendre en compte ses remarques éventuelles. En aucun cas, le bureau de contrôle remplace l'équipe de la maîtrise d'œuvre dans la conception du projet.

ARTICLE.4 EXIGENCES FINANCIÈRES, COÛT PRÉVISIONNEL ET PLANNING TRAVAUX

Il est attaché une importance particulière à la maîtrise économique du projet, tant au niveau de l'investissement que de l'exploitation future du bâtiment.

Le coût global des installations sera présenté (acquisition, consommation, prix des principales pièces de rechanges, prix des consommables, contraintes de maintenance particulières). L'opération sera conduite dans une démarche environnementale : objectif sera de raisonner en coût global, d'optimiser les frais de fonctionnement et d'améliorer sa performance.

Le coût prévisionnel des travaux dont la responsabilité est confiée à l'équipe de maîtrise d'œuvre est fixé de manière à respecter les contraintes financières du maître d'ouvrage.

Les offres seront établies en **euros** et transmises en une seule fois.

4.1 COÛT PRÉVISIONNEL HORS TAXE DES TRAVAUX

Le coût prévisionnel des travaux établi sur la base du présent programme est de **940 000 € HT**.

4.2 PLANNING PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION

Le déroulement et les dates sont donnés à titre indicatif.

Lancement consultation du concepteur **avril 2025**

Notification du concepteur
Consultation des entreprises
Début travaux
Livraison/réception

mai 2025
septembre 2025
janvier 2026
selon planning MOE

ARTICLE.5 DÉROULÉ DE LA CONSULTATION

5.1 CRITÈRES DE CHOIX DE L'OFFRE ÉCONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction :

valeur technique **60%**
prix **40%**

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit /

Pondération	Critère d'attribution
60%	Valeur Technique avec un mémoire justificatif sur la pertinence : <ul style="list-style-type: none">- De l'organisation de la maîtrise d'œuvre en termes de moyens humains, techniques et méthodologiques pour la réalisation de l'opération en phase étude et en phase travaux (travaux en site occupé) sur 20 points ;- Du calendrier détaillé faisant apparaître le déroulé des phases d'étude et l'exécution des travaux dans le respect de la date souhaitée du début des travaux sur 15 points ;- De la méthodologie et du pilotage de la maîtrise d'œuvre autour des enjeux environnementaux : dans les phases de conception, de réalisation et d'usage sur 15 points ;- De la proposition de rémunération détaillée au regard de l'étendue de la mission, son degré de complexité, l'importance des travaux et leur déroulé sur 10 points.
40%	La note « prix des prestations » est calculée = (Montant de l'offre la plus basse/Offre du soumissionnaire) x 40*

* 40 étant la note maximale

5.2 VISITE DES LIEUX

Les candidats désirant se rendre sur le site devront s'adresser à Madame Mariac Tostain Chargée d'opérations immobilières – SRAPI - rectorat de l'académie de Montpellier :

anne-sophie.mariac@region-academique-occitanie.fr

5.3 REMISE DES OFFRES

Date de la remise des offres : 13 mai 2025 à 12h00